



Suzanne Ouedraogo, 60 ans, vit dans le village de Fanka, au Burkina Faso, et reçoit de l'argent contre travail dans le cadre de la réponse à la crise alimentaire de 2012 au Sahel. Photo : Pablo Tosco/Intermon Oxfam.

# QUELLES LEÇONS TIRÉES?

Un bilan de la réponse à la crise alimentaire 2012 au Sahel pour  
construire la résilience

En 2012, le Sahel a été une nouvelle fois frappé par une grave crise alimentaire touchant plus de 18 millions de personnes. Les États de la région, les donateurs et les agences d'aide étaient déterminés à ne pas reproduire les erreurs commises lors des précédentes crises. Toutefois, si leur intervention était plus pertinente à de nombreux égards, certaines lacunes importantes subsistent. Les familles et les communautés les plus pauvres ont été les plus touchées, car les profondes inégalités ont rendu certaines personnes bien plus vulnérables que d'autres. Tout en continuant de répondre à la grande ampleur des besoins humanitaires et de relèvement dans la région, nous devons aussi tirer les enseignements de la réponse apportée en 2012 et développer un nouveau modèle qui permettra une prévention et une gestion plus efficaces des prochaines crises. L'intérêt croissant pour le concept de résilience offre un énorme potentiel pour y parvenir, mais uniquement à condition que tous les intervenants travaillent ensemble afin de traduire les paroles en une action apportant des améliorations durables pour les communautés les plus pauvres du Sahel.

Avec la  
contribution  
de



Save the Children



OXFAM

# RÉSUMÉ

En 2012, la région sahélienne d'Afrique centrale et de l'Ouest a de nouveau connu une grave crise alimentaire suite à la sécheresse qui a affecté la production alimentaire, fait grimper les prix des denrées alimentaires et exposé des millions de personnes, déjà vulnérables de manière chronique, à une nouvelle année de rigueur et de faim.

Au plus fort de la crise, plus de 18 millions de personnes dans 9 pays ont été touchées, et la vie de plus d'1 million d'enfants a été menacée car les foyers ne parvenaient pas à se procurer suffisamment de nourriture pour survivre. Au Tchad, des femmes ont été contraintes de creuser dans des fourmilières pour trouver des graines, tandis que des centaines de milliers de familles à travers la région ont dû se contenter d'un seul repas par jour.

L'ampleur de la crise a certes été importante, mais elle n'aurait pas dû être inattendue.. Les épisodes de sécheresse sont devenus fréquents au Sahel, et la crise de 2012 est survenue peu de temps après des crises également liées à la sécheresse, en 2010 et en 2005, ainsi qu'une crise du prix des denrées alimentaires en 2008. De nombreuses communautés sont maintenant en situation de vulnérabilité chronique (230 000 enfants meurent des suites de sous-nutrition<sup>1</sup>, même les années de « bonnes » récoltes),<sup>2</sup> alors les moindres chocs peuvent avoir des impacts désastreux.

La réponse humanitaire aux précédentes crises au Sahel et, plus récemment, dans la Corne de l'Afrique, a été largement critiquée pour avoir fait « trop peu, trop tard ». Début 2012, lorsque la crise a commencé, de nombreux États, donateurs et agences d'aide étaient déterminés à ne pas reproduire les mêmes erreurs. Ils étaient décidés non seulement à apporter une réponse plus efficace à cette crise, mais aussi à en faire plus pour aider les communautés à développer leur résilience face aux inévitables chocs ou crises que leur réserve l'avenir.

Ce rapport s'intéresse à la manière dont les États, les donateurs et les agences d'aide ont réagi à la crise de 2012 et aux enseignements qu'il convient d'en tirer pour améliorer les prochaines interventions. Il s'appuie sur des entretiens approfondis avec le personnel d'Oxfam, d'autres agences, des donateurs et des représentants de gouvernements, sur des groupes de réflexion avec les communautés dans trois pays, sur les points de vue des organisations de la société civile dans six pays, ainsi que sur les dernières recherches concernant la sécurité alimentaire et la résilience dans la région.

L'analyse révèle que, si la réponse de 2012 a *réellement* été plus efficace à de nombreux égards que lors des précédentes crises, il subsiste des lacunes considérables auxquelles il faut remédier.

*« Cette année, nous n'avons récolté que 4 sacs de millet, comparé aux 20 sacs que nous sommes en mesure de récolter lors d'une année normale. Mais cela fait longtemps que nous n'avons pas eu une année normale. Nous enchaînons les catastrophes, à cause de quantités d'eau soit trop importantes, soit trop faibles. »*

Ramata Zore, Taffogo, région central du nord, Burkina Faso, avril 2012)

## Des performances mitigées

On ne peut pas faire preuve de complaisance au sujet de la réponse apportée en 2012. Alors que les systèmes d'alerte précoce ont fourni les informations requises pour une intervention précoce, il y avait encore un désaccord quant à la gravité probable de la crise. Certains donateurs, tels que le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), ont réagi plus tôt que les années précédentes. Toutefois, de manière générale, le financement par les donateurs n'a pas été plus rapide qu'auparavant. Début juillet 2012, au plus fort de la crise, l'appel des Nations unies n'était encore financé qu'à moins de 50 %.<sup>3</sup>

Contrairement aux crises précédentes, la plupart des États de la région ont réagi aux signes d'alerte précoce : le Niger, par exemple, a demandé une aide six mois plus tôt que lors de la crise de 2010. Pour autant, des obstacles techniques, financiers et politiques ont subsisté, et l'aide apportée par les donateurs et les ONG internationales n'a pas permis de renforcer la capacité nationale et le leadership de la réponse. Au Sénégal, par exemple, l'attention portée par tout le pays aux élections présidentielles a empêché une intervention précoce, tandis qu'ailleurs, les États étaient souvent des acteurs marginaux, le financement par les donateurs contournant largement les systèmes nationaux.

Ainsi, malgré de grands progrès, des millions de personnes n'ont toujours pas reçu l'aide dont elles avaient besoin. D'un côté, un nombre sans précédent d'enfants de la région ont bénéficié d'un traitement contre la Malnutrition Aigüe Sévère. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a apporté à lui seul une aide alimentaire et nutritionnelle à quelque 5 à 6 millions de personnes. D'un autre côté, 5,6 millions de personnes n'ont pas reçu les semences, les outils et les engrais dont elles avaient besoin pour semer la prochaine récolte, ce qui a réduit d'autant leur capacité à se relever de la crise et à développer des réserves pour atténuer les impacts de la prochaine crise.

## Faire ce qu'il faut la prochaine fois

En 2013, la première chose à faire est de reconnaître que la crise n'est pas derrière nous. Dans la région du Sahel, 10 millions de personnes ont toujours besoin d'une aide d'urgence pour nourrir leur famille et reconstruire leurs moyens de subsistance. Pourtant, au 5 avril 2013, l'appel de fonds des Nations unies pour 2013 n'était financé qu'à 24%. Ce serait un échec si la communauté internationale n'entreprend pas mesures urgentes pour apporter une aide rapide, suffisante et durable.

Il s'agit là de la priorité la plus urgente. Mais les États, les donateurs et les agences d'aide doivent aussi faire en sorte de mieux prévenir et gérer les crises à l'avenir. Le concept de résilience est un excellent moyen d'y parvenir, mais uniquement s'il ne s'arrête pas aux causes immédiates des crises récurrentes.

Tous les acteurs impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dans la région, y compris Oxfam, doivent mettre à profit le savoir-faire actuel pour aider les communautés à développer leur résilience de la

*« L'enseignement que nous avons tiré des grandes interventions humanitaires à répétition dans la région est qu'il est impératif de changer la façon dont nous répondons aux crises au Sahel. »*

David Gressly<sup>4</sup>, coordinateur régional humanitaire des Nations unies<sup>5</sup>)

manière la plus efficace et la plus durable possible. Il est essentiel de renforcer les investissements dans l'agriculture à petite échelle, les réserves alimentaires locales et nationales, ainsi que les programmes de protection sociale, et de multiplier les efforts pour prévenir et traiter la sous nutrition. Il est également nécessaire de résoudre les défis structurels qui ont affaibli la réponse de 2012, tout comme les précédentes réponses. Ce rapport recommande des mesures pour relever ces trois défis :

- Développer une compréhension commune de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, de sorte que l'aide cible les plus pauvres et que les réponses puissent être mises en œuvre rapidement ;
- Faire tomber les barrières entre les acteurs humanitaires et du développement afin que les programmes à long terme et d'urgence se soutiennent mutuellement ;
- Investir dans le renforcement des capacités des acteurs nationaux et locaux de sorte que les États puissent apporter une aide durable et d'envergure à leurs citoyens.

Mais cela ne saurait suffire. Au final, les États, les donateurs et les agences d'aide doivent aussi lutter contre les inégalités qui sont au cœur des crises, actuelles comme passées, et qui rendent certaines personnes bien plus vulnérables que d'autres. Ces inégalités profondément ancrées empêchent en outre des millions de personnes de bénéficier de la croissance économique, notamment les femmes qui sont souvent socialement et économiquement marginalisées et exclues de la vie politique.

Le fait d'aider les communautés les plus pauvres du Sahel à briser le cercle vicieux de la faim et de la pauvreté ne sera pas une mince affaire, face à des défis de taille tels que le changement climatique, la raréfaction des ressources, la croissance démographique, l'urbanisation et l'insécurité grandissante. La crise au Mali illustre bien les conséquences possibles de l'exclusion et du sous-développement. Mais cela peut et doit être fait. 2013 sera une occasion importante pour réaliser une avancée décisive. Les États, les organisations régionales, les donateurs, les agences des Nations unies et les ONG nationales et internationales ont tous un rôle à jouer pour aider les communautés du Sahel à saisir cette opportunité.

# NOTES

<sup>1</sup> La malnutrition est un terme général couramment utilisé à la place de la sous-nutrition. Ici, on préfère utiliser le terme sous-nutrition, car le terme malnutrition fait aussi référence à la surnutrition (obésité). Il existe différents types de sous-nutrition : aigüe (sévère ou modérée), chronique, insuffisance pondérale par rapport à son âge (sous poids) et carences en vitamines et minéraux (carences en micronutriments).

2 IASC (2012) « Plan de réponse face à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel », [http://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/2012\\_FSN\\_Sahel\\_Strategy\\_Paper\\_FR.pdf](http://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/2012_FSN_Sahel_Strategy_Paper_FR.pdf) (dernière visite le 22 mars 2013)

3 OCHA (2012), « Sahel Crisis: Funding Status as of 2nd July 2012 », d'après le service FTS des Nations unies <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/FundingUpdates%2004JUILLET2012.pdf> (dernière visite le 25 mars 2013)

4 UNOCHA (2012) 'Humanitarian Actors request 1.6 billion dollars for harmonized response to the needs of Sahelian populations in 2013' <http://reliefweb.int/report/mali/humanitarian-actors-request-16-billion-dollars-harmonized-response-needs-sahelian> (dernier accès le 22 mars 2013).

© Oxfam International avril 2013

Ce document a été rédigé par Elise Ford. Oxfam remercie Steve Cockburn pour son assistance dans sa réalisation ainsi que le personnel de toute l'organisation pour les nombreux apports et conseils fournis. Oxfam souhaiterait également remercier ACF et Save the Children pour ses importantes contributions à la rédaction de ce document, et en particulier Martin Morand, Anais Lafite et Leah Finnegan. Nous souhaiterions aussi remercier Steven Salazar pour avoir contribué à l'analyse de financement apparaissant dans le rapport. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-285-1 avril, 2013. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Intermon Oxfam Espagne ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Novib Oxfam Pays-Bas ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org). Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)